

Mathieu Plane commente cette pratique typiquement allemande :  
«Rivaliser avec les pays à bas salaires»

Libération 18 avril 2007

Economiste à l'Observatoire français de la conjoncture économique, Mathieu Plane revient sur les risques de la politique allemande de compression des salaires.

Les chantages à l'emploi se généralisent-ils en Europe ?

En France, les «chantages» visant à remettre en cause les 35 heures ont été médiatiques mais peu nombreux. Ce qu'on voit chez Deutsche Telekom est propre à l'Allemagne. Depuis quatre ans, le pays a mis en place une politique de désinflation compétitive : compresser les coûts salariaux pour rétablir sa compétitivité. Des entreprises ont ainsi négocié des baisses de salaires. Et les récentes réformes de Berlin, notamment le plan Hartz lancé sous Schröder, ont déséquilibré le rapport de forces entre salariés et employeurs au profit de ces derniers.

Cette politique est-elle payante ?

En tapant sur le pouvoir d'achat des salariés, l'Allemagne n'a fait qu'un transfert de richesse des ménages vers les entreprises. La mise en place de la TVA sociale, qui ponctionne la consommation des ménages pour réduire les cotisations sociales des entreprises, va dans ce sens. L'Allemagne a amélioré la compétitivité de ses entreprises, qui ont gagné des parts de marché, notamment au détriment de ses partenaires européens, mais elle a aussi dégradé sa consommation interne.

Les autres pays européens suivront-ils cet exemple ?

C'est le risque : la France et l'Italie notent déjà que l'Allemagne a réussi à réduire ses déficits publics et à gagner des parts de marché... Nicolas Sarkozy propose notamment d'instaurer une TVA sociale. Mais on oublie que, de 2002 à 2005, la croissance allemande n'a été que de 0,4 % en moyenne ! Le pays n'a pas gagné en productivité grâce à une politique d'innovation, mais uniquement par la réduction de ses coûts salariaux. Les Européens risquent de se comporter en petits pays : chacun s'occupe de son intérêt et se contente de comprimer les revenus des salariés pour gagner des parts de marché sur le voisin européen au lieu de mettre en place une politique coopérative d'innovation et de recherche... A terme, cela risque de jouer à la baisse pour tout le monde.